

# 424 dépouilles anonymes qui présagent le pire

## RD CONGO Indigents ? Enfants mort-nés ? Ou manifestants tués en janvier ?

- ▶ Les Congolais s'émeuvent d'une fosse commune découverte à Maluku, non loin de Kinshasa.
- ▶ Le pouvoir semble jouer la transparence, mais seule une enquête indépendante permettra d'établir la vérité.

D'où proviennent les 424 dépouilles enterrées à la hâte dans une fosse commune du cimetière Fula Fula, près de Maluku, à une centaine de kilomètres de Kinshasa ? Cette question suscite à Kinshasa rumeurs et indignation.

C'est dans la nuit du 19 au 20 mars que les habitants de cette petite commune rurale ont été alertés par le passage de plusieurs camions-bennes chargés de sacs en plastique dégageant une odeur nauséabonde. Joint par téléphone, un témoin, qui tient à demeurer anonyme, se souvient du fait que « des hommes qui semblaient porter un uniforme de style militaire ont déchargé des véhicules portant les sigles de l'hôtel de ville de Kinshasa ».

« Dans un grand trou situé un peu à l'écart des tombes de pierre, poursuit-il, ils ont jeté des corps emballés dans des housses de plastique. A l'aube, l'opération n'était pas encore terminée tant les corps étaient nombreux... Le lendemain, il pleuvait à verse et nous avons tout de suite été frappés par l'odeur terrible qui se dégageait de la fosse. A tel point que les mamans, incommodées, ont dû renoncer à se rendre aux champs. C'était insupportable. Le troisième jour, nous avons appelé la Monusco (Mission des Nations unies au Congo) et des ONG de droits de l'homme pour les alerter et demander une enquête. »

Quelques jours plus tard, averti

de l'affaire, le député Martin Fayulu, appartenant à l'opposition, interpelle le Parlement et, dans une motion, demande au président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, d'ordonner une enquête. Mais il se heurte à un refus.

Selon Martin Fayulu, c'est alors que « le ministre de l'Intérieur et vice-Premier ministre, Evariste Boshab, réagit, peut-être par panique : il convoque les représentants des organisations de défense des droits de l'homme et de la Monusco et leur présente sa version des faits. Selon lui, le 19 mars 2015, il a été procédé à une inhumation collective de 421 corps, dont 320 étaient des fœtus et des enfants mort-nés, les autres étant des indigents dont les dépouilles avaient été abandonnées à l'hôpital général de Kinshasa, ex-hôpital Mama Yemo ».

Peu convaincu par cette version officielle, Fayulu n'entend pas en rester là : « Avec José Makila, un autre député de l'opposition, nous dit-il, j'ai saisi l'Assemblée nationale pour qu'elle somme le ministre de l'Intérieur de venir s'expliquer devant les parlementaires, car je considère que ses explications ne tiennent pas la route. En effet, une telle procédure est tout à fait inhabituelle : dans notre pays, d'ordinaire, les fœtus sont incinérés et non enterrés dans des fosses communes. En outre, puisque les accouchements ont eu lieu à l'hôpital général, les noms des mamans sont connus. Il en va de même pour les indigents : si leurs corps se trouvaient dans la morgue de l'hôpital, leur identité est avérée et ils ne peuvent être ensevelis de cette manière anonyme... Des membres de leur famille auraient dû être avertis et invités à identifier les corps... »

Notre interlocuteur de Maluku partage le scepticisme du député : « Pourquoi enterrer la nuit,

entre 2 et 4 heures du matin ? Au vu de ces corps dans des sacs, je ne pense pas qu'il puisse s'agir d'enfants mort-nés ou de fœtus. » Il avance une autre hypothèse : « Lors des manifestations de janvier, dites des "trois glorieuses", contre la loi électorale, il y a eu beaucoup de disparus. Je connaissais l'un d'entre eux, un changeur de monnaie, sur lequel les militaires ont tiré à bout portant. Grièvement blessé, il est probablement mort dans les heures qui ont suivi. C'est en vain que sa famille a cherché le corps partout, y compris à l'hôpital militaire. Mon intime conviction, c'est que sa dépouille se trouve dans l'un de ces sacs jetés à Maluku... »

Les autorités congolaises, qui ont laissé les journalistes travailler librement sur le site, ont ouvert deux enquêtes, l'une militaire et l'autre civile, et des magistrats militaires ont été dépêchés sur les lieux.

Une partie de la société civile et des organisations de défense des droits de l'homme partagent les soupçons de notre témoin, estimant possible que les corps de certains des manifestants tués en janvier, et qui n'ont jamais été rendus à leur famille, se trouvent dans la fosse commune de Maluku, et Human Rights Watch a exigé une enquête indépendante et crédible. Pour cela, les corps devront être exhumés. Après avoir refusé dans un premier temps, le ministre de l'Intérieur, au nom du gouvernement, s'est engagé à autoriser l'exhumation des corps si cette demande lui est adressée.

Dans un pays où, même indigent, on ne meurt jamais dans la solitude et l'anonymat et où, culturellement, les traditions mortuaires demeurent très importantes, la découverte de cette fosse commune nauséabonde trouble fortement l'opinion, qui ne pourra être rassurée que par une enquête au-dessus de tout soupçon. ■

### FAITS DU JOUR

#### Embuscade mortelle

Trois officiers de l'armée congolaise, dont un colonel, ont été tués lundi dans une embuscade tendue par des présumés rebelles hutus rwandais, en plein parc national des Virunga, dans la province du Nord-Kivu, a indiqué mardi la radio onusienne Okapi, citant des sources militaires. Leur jeep a été touchée par deux roquettes. Neuf autres militaires de l'escorte ont été blessés, alors qu'un dernier s'en est sorti indemne. Les victimes se rendaient à Karenga pour récupérer une vingtaine de combattants des Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) capturés la veille par les Forces armées de la RDC. (afp)